

# DÉMOCRATIE, DÉMAGOGIE

---

« La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres » aurait affirmé Winston Churchill, qui témoignait ainsi de son attachement à la souveraineté des citoyens qui, dans les démocraties dites représentatives, en délèguent l'exercice à leurs élus.

Il y aurait beaucoup à dire sur la question éminemment complexe de la représentation politique et du fonctionnement de la démocratie à différentes échelles géographiques, notamment en raison du double processus de mondialisation et de relocalisation. Mais je voudrais ici me focaliser sur la question, très à la mode dans différents milieux, de ce qui est appelé aujourd'hui la « société civile » qui exprimerait la voix du peuple par opposition — ou complémentairement ? — à celle des « techniciens » ou des « experts » et à celle des élus, soupçonnés du même coup, j'imagine, d'incivilité.

J'éprouve là quelque perplexité et m'interroge sur la perception que pourrait avoir un Winston Churchill face à cette mode qui, à mes yeux, — je force le trait délibérément — revient au fond à considérer que les élus ne représentent pas comme il convient le peuple et que, plutôt que de changer

lesdits représentants, il conviendrait désormais d'instaurer d'autres instances qui permettraient au peuple en question de faire entendre sa voix.

La question, me semble-t-il, doit être posée et débattue, surtout à l'approche en France d'échéances électorales (présidentielle, législatives, municipales) car il me semble qu'en substance elle soulève le problème de la légitimité des élections et du vrai pouvoir des instances parlementaires, qui apparaîtrait aujourd'hui excessivement réduit par les exécutifs et par le jeu des partis politiques. Je ne peux pas m'empêcher de rêver qu'il y ait en France un vrai pouvoir parlementaire, que notamment l'Assemblée nationale, moins contrainte par la discipline des partis, soit un vrai lieu de débat démocratique sur les choix qui engagent la nation, et qu'il en aille ainsi de toutes les assemblées d'élus à leurs différents niveaux géographiques.

Cela exige à l'évidence que l'on soit à même de réhabiliter les fonctions politiques et que ceux qui les briguent en assument pleinement les responsabilités. Cela exigerait sans doute une autre « culture politique », selon le sens que donnaient à ce terme Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret<sup>1</sup>. Cela

---

1. Pour une nouvelle culture politique. Paris : éd. du Seuil, 1977.

exigerait sans doute aussi une rénovation fondamentale du fonctionnement des institutions et de la vie politique française.

Je m'obstine, il est vrai, à penser que Marcel Gauchet avait raison de distinguer le peuple « instantané », dont les sondages expriment l'opinion à laquelle les médias font écho largement, du peuple « pérenne », dont les représentants ont le devoir d'être garants des intérêts sur le long terme. Ceci implique de leur part qu'ils ne collent pas à chaque instant aux desiderata de leurs électeurs ; leurs sanctions doivent venir en leur temps, au moment des élections.

Je ne souhaite pas que nos lecteurs se méprennent. Je crois en la vertu des instances et des procédures consultatives, à l'utilité fondamentale des conseils économiques et sociaux, à celle des conseils de développement, au Comité national d'éthique et autres instances de réflexion et de débat. Je suis persuadé que nous avons besoin de multiplier ces lieux où peuvent se produire, s'échanger des réflexions sur les problèmes de la cité, a fortiori sur les futurs possibles, les représentations différentes des futurs souhaitables, les politiques et les stratégies... Et je ne crois pas que les instances publiques doivent avoir le monopole ni du verbe ni de l'agir, s'agissant des affaires relevant de l'intérêt commun. Sinon, d'ailleurs, le groupe *Futuribles* n'existerait pas.

Mais je crois que la réflexion est une chose et que la décision en est une autre. Que l'incessant appel à la société civile au secours de l'indéci-

sion politique ou de la paralysie des instances publiques relève parfois plus de la démagogie que de la démocratie. Que la délégation de pouvoir, sous réserve qu'elle fasse l'objet d'un vrai contrôle, vaut mieux que la captation du pouvoir par des assemblées qui ne sont pas démocratiquement élues, ne sont soumises à aucune sanction et sont, hélas, trop souvent instrumentalisées au profit de la défense d'intérêts particuliers.

Je sais que ces réflexions ne sont pas très politiquement correctes par les temps qui courent, et j'adhère sans réserve à l'idée d'Alexis de Tocqueville affirmant qu'« un pouvoir central, quelque éclairé, quelque savant qu'on l'imagine, ne peut embrasser à lui seul tous les détails de la vie d'un grand peuple ». Que « la force collective des citoyens sera toujours plus puissante pour produire le bien-être social que l'autorité d'un gouvernement <sup>2</sup> ».

Raison de plus pour que chacun joue pleinement son rôle, à la place qui est la sienne, que l'on n'attende pas tout des élus, mais qu'ils assument pleinement leurs responsabilités sous le contrôle vigilant de leurs mandants. Nul doute que, pour ce faire, ils doivent recentrer leurs activités sur leur « cœur de métier » aux différents niveaux qui sont les leurs et en laissant jouer, sans en abuser, le principe de subsidiarité.

Hugues de Jouvenel

Avec nos meilleurs vœux à tous les lecteurs de la revue *Futuribles* pour cette année 2007.

L'équipe *Futuribles*

---

2. TOCQUEVILLE Alexis (de). *De la Démocratie en Amérique* (vol. 1). Paris : Flammarion, 1981.